

Manuel Utilisateur VisuDGFIP - CFE / IFER 2023

1 - Généralités

VisuDGFIP version CFE et IFER, produit par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), est un outil de visualisation des données du rôle de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

L'application permet la visualisation des données des articles de taxation :

- par les services de la DGFIP ;
- par les collectivités locales, si ces dernières sont bénéficiaires des produits issus de l'imposition.

Le présent manuel utilisateur expose les règles qui s'appliquent aux impositions CFE et IFER établies au titre de 2023.

VisuDGFIP étant un outil de consultation, les données qu'il présente ne sont accessibles qu'en visualisation et ne sont pas modifiables.

L'application fonctionne sous environnement MS Windows (XP/Vista/7/8/10), et contient donc les différents éléments graphiques propres à ce genre de produits : navigateur, boutons, champs de recherche.

2 - Présentation du produit

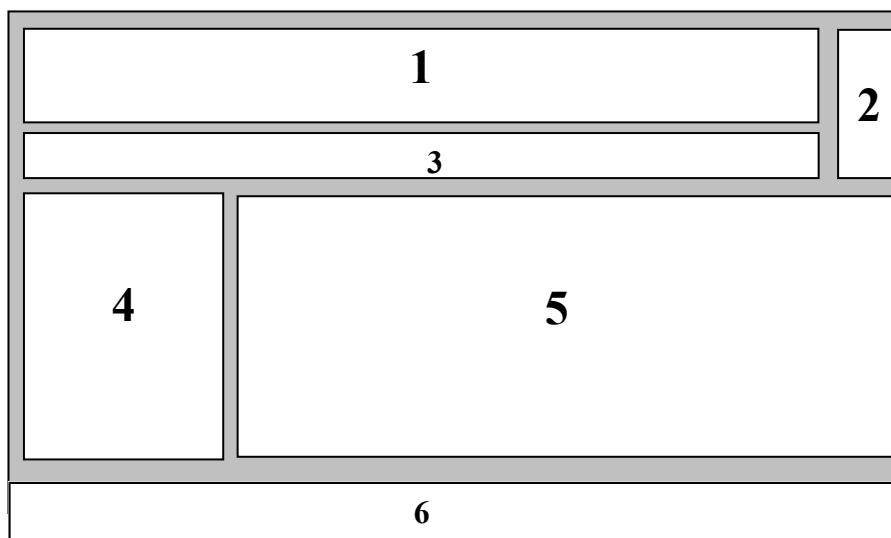
2.1 Les étapes à suivre

Les étapes suivantes sont présentées pour bien comprendre la logique de *VisuDGFIP* en matière de recherche, de présentation et de consultation des données.

1. L'utilisateur saisit des critères de recherche suivant les informations qu'il veut consulter.
2. Il lance ensuite sa requête.
3. *VisuDGFIP* recherche les informations.
4. *VisuDGFIP* alimente une liste de résultats avec l'ensemble des articles de taxation satisfaisant la requête.
5. L'utilisateur parcourt cette liste afin de trouver l'article désiré et afficher les informations qui y sont associées.

2.2 Description de l'écran

Le produit se compose d'un ensemble de zones de saisie, d'information et d'action.
Un aperçu de la forme générale du produit est donné ci-après.



1 Zone de recherche :

Cette zone permet à l'utilisateur de saisir les différents champs (ou critères) servant à la recherche de l'information (ex. : nom d'un redevable, numéro SIREN, etc.).

Nota : pour effectuer une recherche, il faut au préalable sélectionner une commune.

Commune	Insee	Nom du redevable	Activité	NACE
PALLET (LE)	117			
Référence de l'avis	SIREN	NIC	SIE/SIP	IFU
N°	b/t/a	Voie	Code Voie	

2 Pavé d'outils :

Il s'agit d'une série de boutons permettant d'exécuter les principales fonctionnalités de *VisuDGFiP* telles que le lancement d'une recherche, son annulation, la consultation du guide ou bien encore l'édition de la fiche d'article de rôle.



Ce bouton permet de lancer une recherche.



Ce bouton permet d'effacer les champs de sélection et de supprimer de la mémoire la recherche courante.



Ce bouton permet d'éditionner la fiche d'article de rôle de CFE/IFER.



Ce bouton donne accès à ce manuel, disponible également sous Nausicaa.

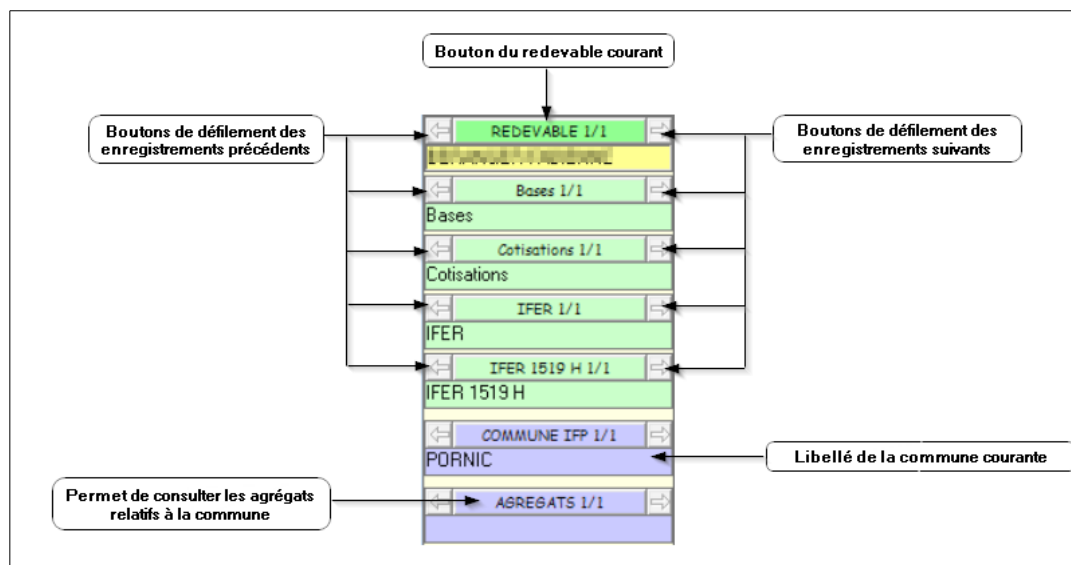
3 Barre de l'historique des recherches :

Cette barre affiche l'historique des recherches et la valeur des champs qui ont été renseignés pour effectuer la requête.

← Précédent	→ Suivant	Recherche de redevable : ==> N° SIRET = 'XXXXXXXXXX'
-------------	-----------	--

4 Zone d'aide à la navigation :

Cette zone permet à l'utilisateur de parcourir rapidement l'ensemble des redevables restitués par *VisuDGFiP* à la suite d'une requête, de choisir dans une liste déroulante un redevable précis, d'accéder aux informations (affichées en zone 5) relatives aux entités « Redevable », « Bases », « Cotisations », « IFER », « IFER 1519 H », « Commune » et « Agrégats » et de consulter l'historique des recherches.



Les flèches « ⇐ » et « ⇒ » permettent de naviguer d'un article à un autre.

Les versions « services » et « collectivités » à destination des communes et des EPCI permettent également de consulter les agrégats de CFE et d'IFER au niveau de la commune.

En revanche, la version « collectivités » à destination des départements et des régions permet uniquement de visualiser les agrégats d'IFER au niveau de la commune, ces derniers n'étant pas destinataires de la CFE.

5 Zone des résultats de requête :

Cette zone de texte présente les résultats de la requête lancée par l'utilisateur. Elle concerne deux axes : les données du redevable (cotisations, bases et, le cas échéant, IFER) et celles de la commune (données par IFP et agrégats).

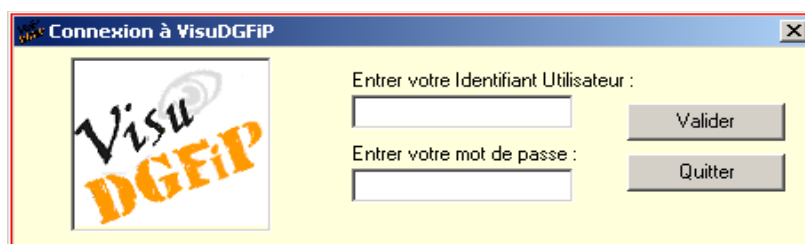
6 Barre d'informations :

Cette barre informe l'utilisateur de l'état d'avancement de l'ouverture de la fiche d'article de rôle dans une nouvelle fenêtre.

Création du rapport en cours ...

3 - Se connecter à VisuDGFiP

La connexion à *VisuDGFiP* s'effectue par l'intermédiaire de la boîte de connexion suivante, qui s'ouvre au lancement de l'application.




Cette boîte permet également à l'utilisateur de se reconnecter lorsque *VisuDGFiP* n'a pas été utilisé pendant 1 heure (pour la version « services ») ou 10 minutes (pour la version « collectivités »).

Nota : la saisie de caractères majuscules ou minuscules est indifférente, sauf pour les caractères tels que : é, è, à, ù, ç, â, ô, ê, î, ö dont la saisie affiche le message « *Résultat de la recherche : aucun résultat trouvé* ».

4 - Effectuer une recherche

4.1 Effacer tous les critères de recherche et la liste des résultats

Avant de commencer une nouvelle recherche, il est nécessaire d'effacer les champs de sélection et de supprimer de la mémoire la recherche courante.

En cliquant sur le bouton , les zones des résultats de requête et de visualisation s'initialisent, et le navigateur ainsi que les champs de recherche s'initialisent à vide pour une nouvelle recherche.

4.2 Renseigner les différents critères de recherche

Plusieurs critères de recherche sont offerts par l'application pour accéder à l'imposition d'un redevable ou à un agrégat :


Critères d'accès	Modalités d'accès
Commune	Accès par son code ou son libellé. La saisie de « * » dans le champ « Nom du redevable » permet la restitution de la liste intégrale des redevables taxés dans la commune
Nom ou début de nom du redevable	Recherche sur la dénomination (hors titre) ou sur une partie de la dénomination
Activité	Libellé activité ou code activité
Identifiants	Référence de l'avis (<i>version « services » uniquement</i>)
	N° SIREN
	N° SIRET (<i>version « services » uniquement</i>)
Adresse	Libellé de la voie ou code voie

Pour un critère de recherche alphabétique (désignation, libellé de voie), le service peut saisir un seul mot (ou début de mot).

Pour effectuer une recherche sur le nom de la voie, l'utilisateur peut renseigner le début du champ et appuyer sur la touche « *Entrée* » du clavier. Les voies contenant cette chaîne de caractères sont alors insérées dans une liste déroulante ; il suffit ensuite de choisir le nom de la voie.

La recherche peut être multicritère : l'utilisateur renseigne l'un ou l'autre des champs voulus ou bien plusieurs d'entre eux.

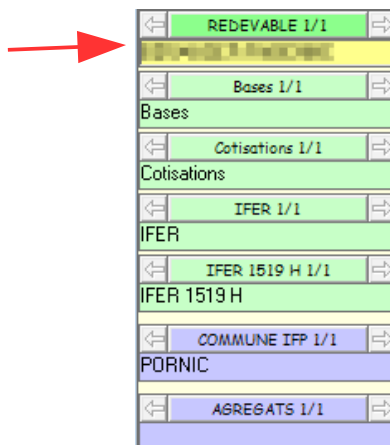
4.3 Lancer la recherche

Après avoir renseigné les champs de recherche, l'activation de la requête se fait en cliquant sur le bouton '**Rechercher**'  ou en appuyant sur la touche '**Entrée**' du clavier.

5 - Visualiser les résultats d'une recherche

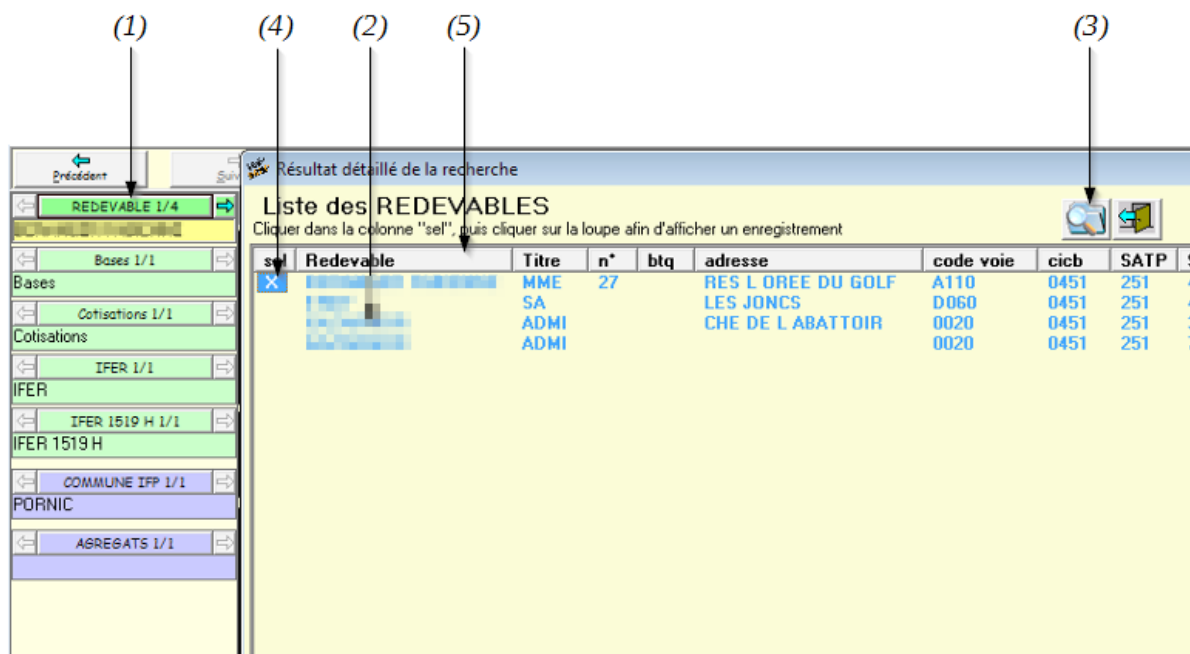
5.1 Mode de fonctionnement des différentes entités de VisuDGFip

Dans la zone d'aide à la navigation (cf. ci-dessous), *VisuDGFip* charge le résultat de la recherche effectuée pour permettre à l'utilisateur de trouver ensuite, dans la zone des résultats, l'enregistrement dont il a besoin de façon rapide et visuelle.



Deux cas de figure peuvent se présenter :

- lorsque la requête produit un seul résultat, si l'utilisateur clique sur le bouton « **REDEVABLE** » de la zone d'aide à la navigation ou directement sur le nom de redevable, il a directement accès à l'onglet affichant les données du redevable recherché.
- si la requête produit un nombre de résultats supérieur à 1, l'utilisateur doit d'abord cliquer sur le bouton « **REDEVABLE** » pour afficher la liste des redevables correspondant aux critères de recherche (cf. ci-dessous). Il sélectionne ensuite, dans la liste correspondante (2), la ligne du résultat souhaité(4), puis accède à l'onglet affichant les données en activant le bouton '**Rechercher**'(3). Pour revenir à la liste initiale, il suffit de cliquer à nouveau sur le bouton « **REDEVABLE** » (1).



sel	Redevable	Titre	n°	btq	adresse	code voie	cicb	SATP	S
X		MME	27		RES L OREE DU GOLF	A110	0451	251	4
		SA			LES JONCS	D060	0451	251	4
		ADMI			CHE DE L ABATTOIR	0020	0451	251	3
		ADMI				0020	0451	251	7

Ce principe de consultation des données s'applique pour toutes les entités (redevables ou communes).

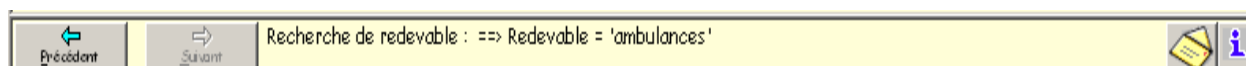
Il est possible de **trier** les données restituées dans chaque colonne en cliquant sur le titre de celle-ci **(5)** : un premier clic effectue un tri croissant des données, tandis qu'un deuxième opère un tri décroissant.

Il est possible également d'imprimer la liste des redevables en cliquant sur l'icône

« enveloppe » (). Cette dernière fonctionnalité est proposée dans la version « services » uniquement.

5.2 Consulter l'historique des recherches

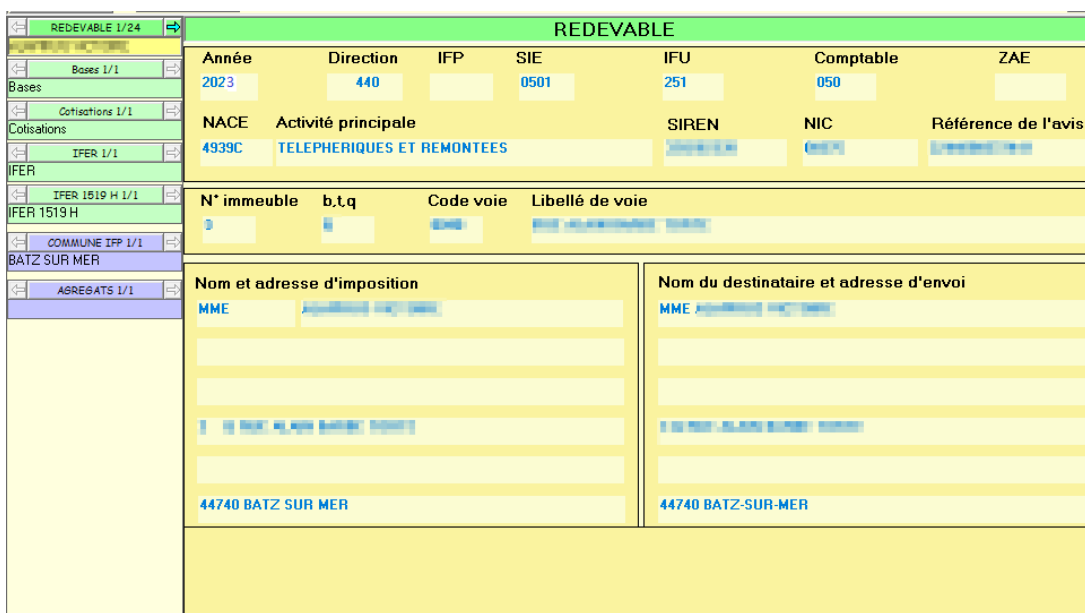
Les boutons de défilement (« Précédent » et « Suivant » cf. ci-dessous) permettent de consulter l'historique des critères de recherche : on peut donc connaître les champs qui ont été renseignés pour une requête, ainsi que la valeur de ces champs de recherche (dans l'exemple ci-dessous, la requête s'est portée sur le nom du redevable contenant : 'ambulances'). Si l'utilisateur clique sur '**Précédent**', il pourra consulter le motif de recherche de la requête précédente.



5.3 Visualiser les informations d'une entité (redevable ou commune)

La fenêtre 'Redevable'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le nom du redevable.



Sur cet écran figurent notamment le numéro SIREN, le NIC, le nom du redevable, l'adresse d'imposition, l'adresse d'envoi ainsi que la référence de l'avis.

Précision : le champ « Référence de l'avis » est vide lorsqu'aucun montant n'est réclamé au contribuable.

Nouveauté 2023

Dans le cadre de la modernisation des méthodes d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels, l'article 29 de la loi de finances pour 2021 instaure l'application d'un abattement de 50 % sur la valeur locative de chaque élément de l'établissement industriel après l'abattement de 30 % visé à l'article 1467 du CGI et la revalorisation forfaitaire prévue à l'article 1518 bis du CGI.

Depuis 2022, l'information relative au bénéfice de l'abattement, située en bas de cet écran, affiche au regard du redevable le montant de la réduction de la cotisation, dont il a bénéficié suite à l'abattement de 50 % de la base imposable des locaux industriels. Pour rappel, en 2021, l'information affichée

correspondait au montant de l'abattement de 50 % sur la valeur locative des locaux industriels compensé aux communes et EPCI.

Remarque : à la demande de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), le NIC, l'adresse d'envoi et la référence de l'avis n'apparaissent pas dans la version « collectivités ».

La fenêtre 'Bases et réductions'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Bases**'.

BASES ET REDUCTIONS				
ELEMENTS D'IMPOSITION				
REDEVABLE 1/1				
Bases 1/1				
Bases	VL foncières	36 834	Au moins 1 bien industriel	NON
Cotisations 1/1	Dont VL biens concernés par la révision		BASES BRUTES TOTALES	36 834
Cotisations				
IFER 1/1	REDUCTIONS		BASES MINIMUM	
IFER	Si activité saisonnière, nombre de semaines d'activité		Imposition sur la base minimum	NON
IFER 1519 H 1/1	Réduction création établissement		CA retenu pour la base minimum	
IFER 1519 H	Réduction artisans et autres		Temps partiel ou moins de 9 m/an	NON
COMMUNE IFP 1/1	BASES APRES REDUCTIONS	36 834	Base minimum applicable	
PORNIC				
AGREGATS 1/1				
BASES				
	Bases exonérées	dont exo à effet sur la CVAE	Bases nettes taxables	
Commune				
Syndicats				
Intercommunalité	36 834	36 834		
TSE	36 834	36 834		
Taxe GEMAPI				
TASARIF				
TCCI			18 417	
TCMA / droit additionnel			36 834	
Nature des exonérations	CFE 1	DEV	CFE 2	TCCI
				TCMA

Elle restitue les bases et les réductions de CFE, les bases de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI), de la taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat (TCMA), des taxes spéciales d'équipement (TSE), de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (TGEMAPI) et de la taxe additionnelle spéciale annuelle de la région Île-de-France (TASARIF).

Sont mentionnées les bases exonérées, les bases exonérées à effet sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les bases nettes taxables.

Nota : les bases exonérées avec effet sur la CVAE ne sont affichées que dans la version « services ».

L'utilisateur dispose ainsi des données suivantes.

➤ En matière de CFE

- Est mentionnée la valeur locative totale de l'ensemble des biens passibles d'une taxe foncière (immeubles et terrains affectés à l'exercice de la profession) de l'établissement.

Pour les biens fonciers entrant dans le champ de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP), laquelle a été mise en œuvre en 2017, est prise en compte la valeur locative révisée neutralisée et planchonnée. Pour les autres biens fonciers est prise en compte la valeur locative revalorisée.

Remarque : sauf en cas de création, les bases d'imposition sont déterminées par référence aux éléments de l'avant-dernière année précédant celle de l'imposition.

Est également indiquée, depuis la mise en œuvre de la RVLLP, la valeur locative totale des biens fonciers concernés par cette révision (valeur locative révisée neutralisée et planchonnée) :

BASES ET REDUCTIONS				
ELEMENTS D'IMPOSITION				
VL foncières		4 710	Au moins 1 bien industriel	OUI
Dont VL biens concernés par la révision		4 710	BASES BRUTES TOTALES	4 710
REDUCTIONS			BASES MINIMUM	

- Sont mentionnées certaines réductions de base pouvant trouver à s'appliquer :
 - la réduction pour création d'établissement : réduction de 50 % de la base imposable l'année suivant celle de la création de l'établissement ;

- la réduction « artisans et autres » : réduction concernant notamment les artisans qui ne sont pas expressément exonérés de CFE et emploient au plus 3 salariés, ainsi que certaines sociétés inscrites au répertoire des métiers et de l'artisanat.
- Le cadre 'Bases' mentionne :
 - les bases exonérées de CFE ;
 - les bases exonérées de CFE ayant un effet en matière de CVAE (mention uniquement dans la version « services ») ;
 - les bases nettes taxables : la base nette taxable est égale à la base brute totale après réduction, diminuée de l'abattement de 25 % applicable en Corse et des exonérations de base dont bénéficie l'établissement.

Les bases sont mentionnées selon les entités affectataires et/ou la nature de l'imposition :

- bases de la CFE au niveau « commune » ;
- bases de la CFE au niveau « syndicats de communes » ;
- bases de la CFE au niveau « intercommunalité ». S'agissant de ce niveau, deux régimes existent :
 - *le régime de fiscalité professionnelle unique* : l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) se substitue à la commune et vote un taux unique de CFE. Il concerne, d'une part, les métropoles, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés d'agglomération et, d'autre part, les communautés urbaines et les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal des communautés d'agglomération ou pour une fiscalité professionnelle de zone ;
 - *le régime de fiscalité professionnelle additionnelle* : il concerne les communautés urbaines et les communautés de communes autres que celles mentionnées ci-dessus. Leur CFE s'ajoute à celle émise au niveau des communes membres ;
- bases des TSE. Les TSE sont prévues par les articles 1607 *bis* à 1609 G du code général des impôts (CGI) et reviennent aux établissements publics fonciers ;
- bases de la TGEMAPI ;
- bases de la TASARIF.

➤ **En matière de taxes annexes (TCCI et TCMA)**

Sont mentionnées les bases exonérées et les bases nettes taxables de la TCCI et du droit additionnel à la CFE de la TCMA.

➤ **Autres indications**

Pour chaque établissement principal (ou unique), il est indiqué si le redevable est soumis à la base minimum (mention « OUI » ou « NON »).

Un indicateur précise également si l'activité professionnelle n'est exercée qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année (mention « OUI » ou « NON »).

Par ailleurs, il est précisé, le cas échéant, la tranche de chiffre d'affaires retenue pour la détermination de la base minimum applicable et le montant de celle-ci.

Il est également indiqué la présence ou non d'au moins un bien industriel dans l'établissement imposé (mention « OUI » ou « NON »).

Enfin, en cas de bénéfice, pour le redevable, d'exonération(s) en matière de CFE, de TCCI ou de TCMA, est indiquée au bas du cadre 'Bases' la nature de cette (ces) exonération(s) *via* la mention d'un code de trois lettres.

Glossaire des codes :

- « AVO » : exonération des jeunes avocats ;
- « BER » : exonération des opérations réalisées dans les bassins d'emploi à redynamiser ;
- « BUD » : exonération des opérations réalisées dans les bassins urbains à dynamiser ;
- « CCM » : exonération des caisses de crédit municipal ;
- « CIN » : exonération des cinémas ;
- « COP » : exonération facultative des coopératives entre 3 et 11 salariés ;
- « DEV » : exonération « développement régional » ;
- « DIS » : exonération des disquaires indépendants ;

- « DPS » : exonération des diffuseurs de presse spécialistes ;
- « HAB » : exonération « habitat dégradé » (opérations réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) ;
- « IND » : abattement de moitié de la valeur locative des bâtiments industriels affectés à des opérations de recherche industrielle ;
- « JEI » : exonération des jeunes entreprises innovantes ou universitaires ;
- « LIB » : exonération de certaines autres libraires ;
- « LIR » : exonération des libraires indépendants ;
- « MAM » : exonération des médecins et auxiliaires médicaux ;
- « MET » : exonération des activités de méthanisation agricole ;
- « MEU » : exonération des meublés ;
- « MIN » : exonération de base minimum des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 000 € ;
- « NVL » : exonération des entreprises nouvelles ;
- « POL » : exonération des installations antipollution et économie d'énergie ;
- « QPV » : exonération des opérations réalisées par des petites entreprises commerciales dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- « SAI » : exonération des services d'activité industrielle et commerciale des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ;
- « SIF » : sortie progressive d'exonération en zone franche urbaine - territoire entrepreneur (ZFU-TE) ;
- « SPE » : exonération des entreprises de spectacles ;
- « ZDP » : exonération des opérations réalisées dans les zones de développement prioritaire ;
- « ZFA » : exonération des opérations réalisées dans les zones franches d'activité outre-mer ;
- « ZRC » : exonération facultative dans les zones de revitalisation des campagnes ;
- « ZRD » : exonération opérations réalisées dans les zones de restructurations de la défense ;
- « ZRR » : exonération des opérations réalisées dans les zones de revitalisation rurale ;
- « ZRV » : exonération facultative dans les zones de revitalisation des centres-villes.

La fenêtre 'Cotisations'

La fenêtre ci-dessous apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Cotisations**'. Elle est composée de 2 onglets :

- un onglet « Synthèse cotis. », dans lequel est indiqué le montant de l'impôt à payer ;
- un onglet « Cotis. CFE TCCI TCMA ».

- ♦ **L'onglet « Synthèse cotis. »**, uniquement accessible dans la version « services » se présente comme suit :

COTISATIONS	
Synthèse cotis.	Cotis. CFE TCCL TCMA
Lissage 2017 des cotisations CFE, TCCL, TCMA	
	187
Total des cotisations des composantes IFER	
	0
Total des cotisations CFE, TCCL, TCMA et IFER	
	57 769
MONTANT DE L'IMPOT	
	57 769
Information : aides soumises au règlement de minimis	
Information : aides soumises au RGEC	
Cotisation < 12€ admise en non valeur	
	0

L'onglet « Synthèse cotis. » affiche :

- le montant du lissage 2017 : le montant du lissage appliqué au titre de 2023 correspond au montant du lissage 2017 multiplié par 3. S'il est positif, comme dans l'exemple ci-dessus (lissage pour 2017 : 187 € x 3 = 561 €), il vient en diminution des cotisations de CFE, de TCCI et de TCMA dues hors frais de gestion avant lissage ; s'il est négatif, son montant en valeur absolue s'ajoute aux cotisations de CFE, de TCCI et de TCMA dues hors frais de gestion avant lissage ;
- le montant total des cotisations, frais de gestion inclus, des composantes IFER ;
- le montant total des cotisations, frais de gestion inclus, dues pour l'établissement (CFE, TCCI, TCMA et taxes revenant à divers organismes après lissage + IFER) ;
- le montant de l'impôt dû ;
- le cas échéant, à titre d'information, le montant des aides soumises au règlement *de minimis* (règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013) ainsi que celui des aides soumises au règlement général d'exemption par catégorie ou RGEC (règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014).

Nouveauté 2023

La suppression du crédit de CFE accordé aux établissements dans une zone de restructuration de la défense suite à l'abrogation de l'article 1647 C septies du CGI et du crédit d'impôt restituable.

Par conséquent le montant du crédit de CFE n'est plus affiché et ne rentre plus dans le calcul du montant de l'impôt dû dans la version Visu DGFIP CFE 2023.

- ◆ L'onglet « **Cotis. CFE TCCI TCMA** » qui détaille les cotisations de CFE et des taxes annexes (TCMA et TCCI) se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS				
Synthèse cotis.		Cotis. CFE TCCI TCMA		
COTISATIONS CFE			COTISATIONS TCMA	
Collectivité	Montant total de la cotisation	Cotisation lissée par collectivité		
Commune			Total droits fixes	135
Syndicats			Cotisation TCMA	521
Interco.	26 074	25 634	Cotisation TCMA lissée	511
TSE	28 204	27 724	Cotisation TCMA exonérée	
Taxe GEMAPI			Cotisation TCMA exonérée lissée	
TASARIF		1 463	Total TCMA	646
Total des cotisations lissées		53 358	Frais de gestion	58
Frais de gestion		3 249	Cotisation totale TCMA	704
Total cotisations CFE		56 607	COTISATIONS TCCI	
Info : cotisation minimum CFE		1 174	Cotisation TCCI exonérée	
Total cotisations exonérées			Cotisation TCCI exonérée lissée	
Total cotisations exonérées lissées			Cotisation TCCI	425
Dont exo. à effet sur CVAE			Cotisation TCCI lissée	420
			Frais de gestion	38
			Total TCCI	458

Cet onglet indique, entre autres, les montants :

- de la CFE après frais de gestion ;
- de la TCCI après frais de gestion ;
- de la TCMA après frais de gestion.

- **Cotisation de CFE** : la cotisation est obtenue par application du taux d'imposition à la base nette.
- **Cotisation de TCCI** : cette taxe est due, sauf exonération spécifique, par toute personne imposable à la CFE et est adossée à cet impôt.
- **Cotisation de TCMA** : la TCMA se compose de droits fixes et d'un droit additionnel à la CFE.

Frais de gestion : l'État, qui assure l'établissement et le recouvrement de la CFE, de la TCCI et de la TCMA pour le compte des collectivités locales et des chambres consulaires et prend en charge les dégrèvements dont ces impôts peuvent faire l'objet, perçoit en contrepartie 3 % de la CFE revenant aux communes et aux EPCI à fiscalité propre et de la TGMEMAPI, 8 % de la CFE revenant aux syndicats de communes, ainsi que 9 % des TSE, de la TCCI et de la TCMA.

L'onglet affiche également, pour information :

- le montant des **cotisations exonérées avec effet sur la CVAE** (information affichée seulement dans la version « services ») : le montant des cotisations exonérées en application du 3° de l'article 1459 et des articles 1464 à 1466 F du CGI permet de limiter le paiement des acomptes et du solde de la CVAE ;

- le montant de la **cotisation minimum CFE** : il est obtenu en appliquant à la base minimum le taux global d'imposition, puis en ajoutant au résultat obtenu les frais de gestion correspondants. Cette donnée est utile pour vérifier ou compléter, le cas échéant, la demande de plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée (PVA).

Les fenêtres 'IFER'

Remarques liminaires :

1/ Pour chaque composante (excepté les composantes IFER 1599 *quater A*, 1599 *quater A bis* et 1599 *quater B*), il est indiqué la répartition du produit calculé à partir du montant hors frais de gestion.

2/ L'État, qui assure l'établissement et le recouvrement des IFER et prend en charge les dégrèvements dont ces impositions peuvent faire l'objet, perçoit en contrepartie 3 % du montant des cotisations émises (frais de gestion).

3/ Les montants et tarifs de l'IFER sont revalorisés chaque année en fonction de l'évolution des prix à la consommation des ménages (hors tabac), soit de + 4,3 % pour 2023.

4/ Dans la version « collectivités », les données relatives aux composantes IFER sont affichées au regard des affectataires.

• La fenêtre 'IFER'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**IFER**'. Elle se compose de 4 onglets :

COTISATIONS					
<div> <div>REDEVABLE 1/24</div> <div>IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis</div> </div>					
Boites 1/1	Cotisations IFER 1519 D	Année de raccordement	Puissance installée	Tarifs	Cotisations
Bases	Energie mécanique du vent			8,16 € / kW	
Cotisations 1/1	Energie mécanique hydraulique des courants			8,16 € / kW	
IFER 1/1	Frais de gestion	Total IFER 1519 D après frais de gestion (FG)			
IFER 1519 H 1/1	Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
IFER 1519 H	Cotisations IFER 1519 E				
COMMUNE IFP 1/1	Energie nucléaire ou thermique			3 394 € / MW	
BATZ SUR MER	Frais de gestion	Total IFER 1519 E après frais de gestion (FG)			
ABREGATS 1/1	Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
	Part du fonds de compensation				
	Cotisations IFER 1519 F				
	Origine photovoltaïque			€ / kW	
	Orig. hydraulique autres que visées au 1519 D			3,394 € / kW	
	Prorata communal d'imposition centrales hydr. (%)				
	Frais de gestion	Total IFER 1519 F après frais de gestion (FG)			
	Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	

- ♦ **L'onglet « IFER 1519 D E F »** détaille les éléments d'assiette, les cotisations et la répartition pour chacune de ces trois composantes :

COTISATIONS				
IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis				
Cotisations IFER 1519 D	Année de raccordement	Puissance installée	Tarifs	Cotisations
Energie mécanique du vent			8,16 € / kW	
Energie mécanique hydraulique des courants			8,16 € / kW	
Frais de gestion	Total IFER 1519 D après frais de gestion (FG)			
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Cotisations IFER 1519 E				
Energie nucléaire ou thermique			3 394 € / MW	
Frais de gestion	Total IFER 1519 E après frais de gestion (FG)			
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Part du fonds de compensation				
Cotisations IFER 1519 F				
Origine photovoltaïque			8,16 € / kW	
Orig. hydraulique autres que visées au 1519 D			3,394 € / kW	
Prorata communal d'imposition centrales hydr. (%)				
Frais de gestion	Total IFER 1519 F après frais de gestion (FG)			
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	

- **IFER due au titre de l'article 1519 D du CGI** : cette imposition s'applique aux installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants situées dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale, dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kilowatts (kW). Au titre de 2023, le tarif s'élève à 8,16 € par kW de puissance installée.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 100 kW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

- **IFER due au titre de l'article 1519 E du CGI** : cette imposition s'applique aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 50 mégawatts (MW). Au titre de 2023, le tarif s'élève à 3 394 € par MW de puissance installée.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 50 MW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

Particularité de cette IFER, un fonds de compensation, créé par la loi de finances pour 2019, est destiné à compenser les pertes d'IFER subies par les collectivités locales résultant de la fermeture des centrales nucléaires. Ce fonds de compensation perçoit 2 % du montant de l'IFER visée à l'article 1519 E du CGI (centrales nucléaires et thermiques à flamme) revenant aux communes et aux EPCI.

- **IFER due au titre de l'article 1519 F du CGI** : cette imposition s'applique aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kW. Au titre de 2023, le tarif s'élève à 8,16 € par kW de puissance installée pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque et à 3,394 € par kW de puissance installée pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine hydraulique.

Nota : si leur puissance installée est inférieure à 100 kW, les installations ne sont pas taxées. Dans ce cas, seule la valeur de la puissance installée est affichée.

Prorata communal d'imposition pour les centrales hydrauliques : en application de l'article 1475 du CGI, les valeurs locatives des ouvrages hydro-électriques concédés ou d'une puissance supérieure à 500 kW sont réparties entre les communes sur le territoire desquelles coulent les cours d'eau utilisés ou existent des ouvrages de

génie civil. Les pourcentages fixant cette répartition sont déterminés par l'acte d'autorisation ou de concession.

- ♦ **L'onglet « IFER 1519G HB 1599 qu. B »** détaille les éléments d'assiette et les cotisations pour chacune de ces trois composantes et se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS			
IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis			
Cotisations IFER 1519 G	Éléments d'assiette	Tarif unitaire	Cotisations
Transfo élect : tension > 50 kV et <=130 kV		15 731 €	
Transfo élect : tension > 130 kV et <= 350 kV		54 768 €	
Transfo élect : tension > à 350 kV		161 385 €	
Frais de gestion	Total IFER 1519 G après frais de gestion (FG)		
Part commune HFG	Part interco. HFG		
Cotisations IFER 1519 HB			
Puissance électrique installée origine géothermie		25.03 € / kW ¹	
Frais de gestion	Total IFER 1519 HB après frais de gestion (FG)		
Part commune HFG	Part région HFG		
Cotisations IFER 1599 quater B			
Répartiteurs principaux boucle locale cuivre		19,04 €	
Fibre optique raccordée à un point de mutualisation		19,04 €	
Câble coaxial raccordé à un noeud de raccordement		19,04 €	
Frais de gestion	Total IFER 1599 quater B après frais de gestion (FG)		
Total IFER 1599 quater B hors frais de gestion			

- **IFER due au titre de l'article 1519 G du CGI** : cette imposition s'applique aux transformateurs électriques. Il existe trois catégories de transformateurs :

- les transformateurs avec une tension en amont comprise entre 50 et 130 kilovolts (kV). Au titre de 2023, le tarif par transformateur s'élève à 15 731 € ;
- les transformateurs avec une tension en amont comprise entre 130 et 350 kV. Au titre de 2023, le tarif par transformateur s'élève à 54 768 € ;
- les transformateurs avec une tension en amont supérieure à 350 kV. Au titre de 2023, le tarif par transformateur s'élève à 164 385 €.

Dans la version à destination des collectivités, les parts « communes HFG¹ » et « intercommunale HFG » sont affichées si les collectivités sont bénéficiaires de la composante de l'IFER 1519 G.

- **IFER due au titre de l'article 1519 HB du CGI** : cette imposition instaurée par la loi de finances pour 2020 vise les installations de production d'électricité d'origine géothermique. En 2023, ces installations sont imposées selon la puissance installée au tarif de 25,03 € le kW.

- **IFER due au titre de l'article 1599 quater B du CGI** : cette imposition concerne les répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, les réseaux en fibre optique et les nœuds de raccordement optique en câble coaxial. Au titre de 2023, le tarif s'élève à 19,04 € par ligne en service.

Dans la version « collectivités », les données IFER 1599 quater B ne sont affichées que dans la version à destination des régions.

¹ Hors frais de gestion

- ♦ L'onglet « IFER 1519 HA » se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS				
IFER 1519 D E F IFER 1519 G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis				
Cotisations IFER 1519 HA	Prorata communal d'imposition %	Éléments d'assiette	Tarifs	Cotisations
Installations de gaz naturel liquéfié			€	
Part commune HFG	Part interco. HFG			
Sites souterrains de gaz naturel			582 622 €	
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Canalisations de transport de gaz naturel			582 €	
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Stations de compression gaz naturel			116 524 €	
Part commune HFG	Part interco. HFG			
Canalisations de transport d'autres hydrocarbures			582 €	
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Canalisations de transport de produits chimiques			565 €	
Part commune HFG	Part interco. HFG		Part départ. HFG	
Total IFER 1519 HA hors frais de gestion		Frais de gestion (FG)		
		Total IFER 1519 HA FG inclus		

- **IFER due au titre de l'article 1519 HA du CGI** : cette imposition s'applique aux installations de gaz naturel liquéfié, aux canalisations de transport de produits chimiques, aux stockages souterrains de gaz naturel, aux canalisations de transport de gaz naturel, aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures.

Au titre de 2023, les tarifs des installations composant cette imposition sont les suivants :

- 582 622 € par site de stockage souterrain de gaz naturel ;
- 582 € par kilomètre de canalisation de transport de gaz naturel ;
- 116 524 € par station de compression du réseau de transport de gaz naturel ;
- 582 € par kilomètre de canalisation de transport d'autres hydrocarbures ;
- 565 € par kilomètre de canalisation de transport de produits chimiques.

Nota : les données « Total IFER 1519 HA hors frais de gestion », « Frais de gestion (FG) » et « Total IFER 1519 HA FG inclus » n'apparaissent que dans la version « services ».

Prorata communal d'imposition pour :

- les composantes 1519 HA « installations de gaz naturel liquéfié » et « stations de compression gaz naturel » : le prorata communal d'imposition affiché correspond à la somme des pourcentages de la valeur locative foncière de chaque installation ou station imposée à la CFE sur la commune ;
- la composante 1519 HA « sites souterrains de gaz naturel » : le prorata communal d'imposition affiché correspond à la somme des pourcentages de la surface d'aire de stockage de chaque site située sous la commune.

♦ L'onglet « IFER 1599 quater A/A bis » se présente sous la forme suivante :

COTISATIONS			
IFER 1519 D E F IFER 1519G HB 1599 qu. B IFER 1519 HA IFER 1599 quater A/A bis			
Catégorie de matériels roulants	Elements d'assiette	Tarif unitaire	Cotisation
Automoteur à moteur thermique		34 957 €	
Locomotive diesel		34 957 €	
Automotrice à moteur électrique		26 801 €	
Locomotive électrique		23 306 €	
Motrice de matériel à grande vitesse		40 785 €	
Automotrice tram-train		13 403 €	
Remorque pour le transport de voyageurs		5 594 €	
Remorque transport de voyageurs à grande vitesse		11 652 €	
Remorque tram-train		2 796 €	
Total des cotisations brutes avant application du coefficient progressif d'imposition			
Nombre de kilomètres parcourus en 2022		Coefficient	
Frais de gestion	Total IFER 1599 quater A après frais de gestion (FG)		
Motrice de métro		14 286 €	
Remorque de métro		14 286 €	
Automotrice et autre motrice		26 801 €	
Autre remorque		5 594 €	
Frais de gestion	Total IFER 1599 quater A bis après frais de gestion (FG)		

- **IFER due au titre de l'article 1599 quater A du CGI** : cette imposition s'applique aux matériels roulants utilisés sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs. Le montant diffère selon la catégorie de matériels roulants.

Au titre de 2023, les tarifs sont les suivants :

- 34 957 € par automoteur à moteur thermique ;
- 34 957 € par locomotive diesel ;
- 26 801 € par automotrice à moteur électrique ;
- 23 306 € par locomotive électrique ;
- 40 785 € par motrice de matériel à grande vitesse ;
- 13 403 € par automotrice tram-train ;
- 5 594 € par remorque pour le transport de voyageurs ;
- 11 652 € par remorque pour le transport de voyageurs à grande vitesse ;
- 2 796 € par remorque tram-train.

Depuis 2014, l'imposition forfaitaire prévue à l'article 1599 quater A du CGI s'applique progressivement :

- elle n'est pas due par les entreprises de transport ferroviaire qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition moins de 300 000 kilomètres sur le réseau ferré national (RFN) pour des opérations de transport de voyageurs ;

- pour les entreprises qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition entre 300 000 et 1 700 000 kilomètres sur le RFN pour des opérations de transport de voyageurs, le montant de l'imposition forfaitaire due est égal au montant calculé en application des tarifs présentés ci-dessus multiplié par un coefficient égal à :

$$(\text{nombre de kilomètres parcourus sur le RFN} - 300\,000) / 1\,400\,000 ;$$

- pour les entreprises qui ont parcouru l'année précédant celle de l'imposition plus de 300 000 kilomètres sur le RFN pour des opérations de transport de voyageurs, l'imposition est totale.

- **IFER due au titre de l'article 1599 quater A bis du CGI** : cette imposition s'applique aux matériels roulants utilisés pour le transport de voyageurs en Île-de-France.

Au titre de 2023, les tarifs de cette imposition sont les suivants :

- 14 286 € par motrice de métro ;
- 14 286 € par remorque de métro ;
- 26 801 € par automotrice et autre motrice ;
- 5 594 € par remorque.

Nota : les données relatives aux composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 quater A et 1599 quater A bis du CGI ne sont disponibles que dans la version « services ».

Compte tenu des spécificités de la répartition du produit de l'IFER prévue à l'article 1599 quater A du CGI, la communication des informations relatives à cette composante est effectuée sur un autre support. De ce fait, l'écran suivant s'affiche dans la version « collectivités » :

COTISATIONS			
IFER 1519 D E F	IFER 1519G HB 1599 qu. B	IFER 1519 HA	IFER 1599 quater A/A bis
Vous n'avez pas accès à ces informations.			

• La fenêtre 'IFER1519 H'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**IFER 1519 H**'. Elle se compose de 3 onglets :

COTISATIONS			
Total IFER 1519 H IFER 1519 H droit commun IFER 1519 H zone blanche			
REDEVABLE 1/1			
Bases 1/1			
Bases			
Cotisations 1/1			
Cotisations			
IFER 1/1			
IFER			
IFER 1519 H 1/1			
IFER 1519 H			
COMMUNE IFP 1/1			
PORNIC			
ASRESATS 1/1			

IFER 1519 H		Total après frais de gestion	
		5 559	
		Frais de gestion (FG)	
		162	
Part commune HFG	3598,18	Part interco. HFG	
		Part départ. HFG	1798,82

Le **premier onglet** affiche le montant **total de l'IFER** (frais de gestion compris), le montant des **frais de gestion** et la **répartition entre bénéficiaires** (commune, intercommunalité et département) ;

Le **deuxième onglet** affiche les éléments relatifs à la taxation aux **tarifs de droit commun** (plein tarif et quart de tarif à 100 % ; plein tarif et quart de tarif réduits de 90 %) ;

COTISATIONS				
Total IFER 1519 H IFER 1519 H droit commun IFER 1519 H zone blanche				
Cotisations IFER 1519 H	Nb. redevables	Éléments d'assiette	Tarifs/station	Cotisations
Tarif droit commun (ligne 1)			1782 €	
(ligne 2)				
(ligne 3)				
Quart de tarif droit commun (ligne 1)			445,50 €	
(ligne 2)				
(ligne 3)				
Tarif droit commun réduit de 90% (ligne 1)			178,20 €	
(ligne 2)				
(ligne 3)				
Quart de tarif droit commun réduit de 90% (ligne 1)			44,55 €	
(ligne 2)				
(ligne 3)				

Le **troisième onglet** affiche les éléments relatifs à la taxation aux **tarifs « zone blanche »** (plein tarif et quart de tarif à 100 % ; plein tarif et quart de tarif réduits de 90 %), ainsi que les éléments relatifs à la taxation des stations relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

COTISATIONS				
Total IFER 1519 H		IFER 1519 H droit commun	IFER 1519 H zone blanche	
Cotisations IFER 1519 H	Nb. redevables	Éléments d'assiette	Tarifs/station	Cotisations
Tarif droit zone blanche (ligne 1)			891 €	
(ligne 2)			▪	
(ligne 3)				
Quart de tarif zone blanche (ligne 1)			223 €	
(ligne 2)			▪	
(ligne 3)				
Tarif droit zone blanche (ligne 1)			89 €	
réduit de 90% (ligne 2)			▪	
(ligne 3)				
Quart de tarif zone blanche (ligne 1)			22 €	
réduit de 90% (ligne 2)			▪	
(ligne 3)				
Station radio loi 86-1067 (ligne 1)			256 €	
(ligne 2)			▪	
(ligne 3)				

Pour rappel, l'IFER due au titre de l'article 1519 H du CGI s'applique aux stations radioélectriques exploitées par le redevable, partagées ou non avec d'autres redevables.

Trois tarifs sont applicables en fonction de la nature des stations radioélectriques concernées.

Au titre de 2023, ces tarifs sont les suivants :

- 1 782 € pour les stations de droit commun ;
- 891 € pour les stations couvrant des zones blanches de téléphonie mobile ;
- 256 € pour les stations relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et qui assurent la diffusion au public, par voie hertzienne terrestre ou satellitaire, en mode analogique ou numérique, de services de radio ou de télévision.

Le tarif applicable aux **nouvelles stations radioélectriques** est réduit, au titre des trois premières années d'imposition **des trois quarts pour les stations créées à compter de 2017**. Cette réduction s'applique aux stations imposées au tarif de droit commun (quart de tarif 2023 : 446 €) ainsi qu'aux stations imposées au tarif « zone blanche » (quart de tarif 2023 : 223 €).

Par ailleurs, depuis les impositions établies au titre de 2016, les **émetteurs des stations radioélectriques assurant la couverture de zones du territoire national par un réseau de radiocommunications mobiles et pour lesquels n'est pas requis l'accord ou l'avis de l'Agence nationale des fréquences** (en pratique, il s'agit des cellules de petite taille et dont la puissance isotrope rayonnée équivalente est comprise entre 1 et 5 watts) bénéficient d'une **réduction de 90 %**. Pour ces émetteurs, les tarifs 2023 sont les suivants :

- 178 € pour les stations imposées au plein tarif de droit commun ;
- 45 € pour les stations imposées au quart de tarif de droit commun ;
- 89 € pour les stations imposées au plein tarif « zone blanche » ;

- 22 € pour les stations imposées au quart de tarif « zone blanche ».

La fenêtre 'Commune'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton '**Commune IFP**'.

COMMUNE IFP							
Année	Rôle CFE-IFER	Date de recouvrement	Date de majoration	Commune différée			
2023	092	31/10/2023	15/12/2023	P			
Code EPCI	Type EPCI	Code commune	IFP	Libellé commune			
055	Clé d'Agglo	010		BATZ SUR MER			
BASE MINIMUM CFE							
Temps complet	CA	<= 10 000	<= 32 600	<= 100 000	<= 250 000	<= 500 000	> 500 000
Commune / EPCI à FPU		500	1 000	1 700	2 250	2 950	3 600
EPCI hors ZAE		500	1 000	1 700	2 250	2 950	3 600
Temps partiel	CA	<= 10 000	<= 32 600	<= 100 000	<= 250 000	<= 500 000	> 500 000
Commune / EPCI à FPU		500	1 000	1 700	2 250	2 950	3 600
EPCI hors ZAE		500	1 000	1 700	2 250	2 950	3 600
TAUX	Commune	Chambre de métiers et de l'artisanat					Droit additionnel
	Syndicats						Droit fixe
EPCI : Taux unique	29,14	APCMA					Droit fixe
Taux additionnel							
Régime éolien							
TSE	0,25						
Taxe GEMAPI	0,56						
TASARIF							
Total droits fixes						135	
Taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie						1,21	

Elle affiche les données suivantes :

- **les montants de base minimum de CFE votés par la commune ou l'EPCI :**

Tous les redevables de la CFE sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement (cf. article 1647 D du CGI modifié par décret n° 2023-422 du 31 mai 2023-art.1). Cette cotisation est établie à partir d'une base dont le montant est fixé par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI à fiscalité propre et doit être compris entre (montants applicables en 2023) :

- 237 € et 565 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- 237 € et 1 130 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- 237 € et 2 374 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- 237 € et 3 957 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- 237 € et 5 652 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 € ;
- 237 € et 7 349 € pour les contribuables dont le montant du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes est supérieur à 500 000 €.

- **les taux d'imposition :**

- **de CFE** : taux d'imposition communal et intercommunaux (EPCI à fiscalité propre et groupements non dotés d'une fiscalité propre), taux des TSE, de la TGEMAPI et de la TASARIF ;

- **de TCCI et de TCMA** (droit additionnel à la CFE).

- **les montants des droits fixes de la TCMA.**

La fenêtre 'Agréats Commune'

Cette fenêtre apparaît lorsque l'utilisateur clique sur le bouton **'Agréats'**.

REDEVABLE	Num Rôle 092		AGREGATS			
COMMUNE IFP 1/1	Agréats CFE		Agréats IFER			
BATZ SUR MER						
ASREGATS 1/1	CFE				Détails des bases CFE	
	Résultats Généraux	Bases taxables	Cotisations	Lissage		Montant
	Commune				Valeur locative revalorisée	6 196 683
	Syndicats				Dont VL des biens concernés par la révision	208 715
	Intercommunalité	5 967 919	1 739 049	1 739 049	Réduction création établissement	
	TSE	5 967 919	14 921	14 921	Réduction artisans	
	Taxe GEMAPI	5 967 919	33 420	33 420		
	TASARIF					
	TCCI					
	TCCI	4 208 760	50 927	50 927		
	TCMA					
	Droit additionnel	3 183 337	19 004	19 004		
	Nombre d'assujettis					
	Droit fixe					1

Il existe deux types d'agrégats :

- les agrégats relatifs à la CFE, à la TCCI et à la TCMA et autres organismes, affichés uniquement dans la version « services » et dans la version « collectivités » à destination des communes et des EPCI ;
- les agrégats relatifs aux composantes de l'IFER, affichés dans la version « services » et dans la version « collectivités » en fonction des bénéficiaires des impositions.

Il est précisé que dans le cas d'un EPCI à fiscalité de zone, la consultation des agrégats de CFE, de TCCI, de TCMA et d'IFER pourra s'effectuer pour tous les régimes fiscaux : tous régimes, hors régime spécifique, régime ZAE et régime éolien.

En cas d'intégration fiscale progressive (IFP), les agrégats sont restitués par IFP.

◆ Onglet « Agrégats CFE » :

Cet onglet comprend les agrégats de CFE par niveau de collectivité ainsi que le détail des bases agrégées.

Num Rôle 092		AGREGATS				
Agrégats CFE		Agrégats IFER				
CFE					Détails des bases CFE	
Résultats Généraux	Bases taxables	Cotisations	Lissage			Montant
Commune					Valeur locative revalorisée	6 196 683
Syndicats					Dont VL des biens concernés par la révision	208 715
Intercommunalité	5 967 919	1 739 049	1 739 049		Réduction création établissement	
TSE	5 967 919	14 921	14 921		Réduction artisans	
Taxe GEMAPI	5 967 919	33 420	33 420			
TASARIF						
TCCI						
TCCI	4 208 760	50 927	50 927			
TCMA						
Droit additionnel	3 183 337	19 004	19 004			
Nombre d'assujettis						
Droit fixe				1		

De manière générale, l'onglet présente :

- les agrégats des bases taxables et des cotisations de CFE par niveau de collectivité (commune, syndicat de communes, EPCI à fiscalité propre et établissements publics fonciers) ;
- les agrégats de TCCI (bases et cotisations) ;
- les agrégats de TCMA pour le seul droit additionnel à la CFE (bases et cotisations). Pour les droits fixes, seul apparaît le nombre total d'assujettis.

Rappel : depuis 2017, en raison de la mise en œuvre de la RVLLP, sont affichés distinctement les agrégats des cotisations avant application du lissage et les agrégats des cotisations après lissage.

Sont également mentionnés par ailleurs les agrégats des éléments constitutifs de la base d'imposition à la CFE (valeurs locatives foncières, valeurs locatives des biens fonciers concernés par la RVLLP, réductions) .

Nouveauté 2023

La suppression du crédit de CFE accordé aux établissements dans une zone de restructuration de la défense suite à l'abrogation de l'article 1647 C septies du CGI ainsi que du crédit d'impôt restituable.

Par conséquent le montant du crédit d'impôt CFE appliqué aux établissements situés dans une zone de restructuration de la défense n'est plus affiché.

◆ Onglet « Agrégats IFER » :

Num Rôle		AGREGATS		
092				
Agrégats CFE		Agrégats IFER		
	Commune	EPCI	Département	Région
1519 D éolienne		45 663	19 570	
1519 D hydrolienne		3 850	3 850	
1519 E centrale nucléaire		78 547	80 150	
1519 F photovoltaïque		4 871	4 871	
1519 F hydraulique				
1519 G transformateur électrique				
1519 H station radioélectrique		33 217	16 608	
1519 HA gaz				
1519 HB géothermie	1629,72			
				1086,48
Fonds de compensation 1519 E	Commune	EPCI		
		1 603		

Cet onglet affiche les cotisations agrégées par niveau de collectivité : commune, EPCI et département. Compte tenu des particularités des composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 quater A et 1599 quater B du CGI, aucune donnée agrégée n'est communiquée aux régions dans cet onglet². Par ailleurs, les données agrégées relatives à la composante de l'IFER prévue à l'article 1599 quater A bis du CGI ne sont pas affichées dans cet onglet.


² Cf. supra p. 16 (message « Vous n'avez pas accès à ces informations »).

**Affectation du produit des IFER aux collectivités territoriales
et EPCI à fiscalité propre bénéficiaires**

	En présence d'une commune isolée	En présence d'un EPCI à fiscalité additionnell e (FPA) ou à fiscalité professionne lle de zone (FPZ)	En présence d'un EPCI à fiscalité éolienne unique (FEU)	En présence d'un EPCI à fiscalité professionnell e unique ou Métropole du Grand Paris (MGP)	Métropole du Grand Lyon (MGL)
IFER relative aux installations terrestres de production d'énergie utilisant l'énergie mécanique du vent (art. 1519 D)	20 % Commune 80 % Département	20 % Commune 50 % EPCI 30 % Département	Pour les éoliennes installées avant le 01/01/2019 : 70 % EPCI ou MGP 30 % Département Pour les éoliennes installées après le 01/01/2019 : 20 % Commune 50 % EPCI ou MGP 30 % Département		100 % MGL
IFER relative aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique des courants (art. 1519 D)	50 % Commune 50 % Département		50 % EPCI ou MGP 50 % Département		100 % MGL
IFER relative aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme (art. 1519 E)	50 % Commune 50 % Département			50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL
IFER relative aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique (art. 1519 F)	50 % Commune 50 % Département			50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL
IFER relative aux transformateurs électriques (art. 1519 G)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux stations radio-électriques (art. 1519 H)	2/3 Commune 1/3 Département			2/3 EPCI ou MGP 1/3 Département	100 % MGL
IFER relative aux installations de gaz naturel (art. 1519 HA)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel (art. 1519 HA)	100 % Commune			100 % EPCI ou MGP	100 % MGL
IFER relative aux sites de stockage souterrain de gaz naturel (art. 1519 HA)	50 % Commune 50 % Département	50 % Commune 50 % EPCI		100 % EPCI ou MGP	100 % MGL

IFER relative aux canalisations de transport de gaz naturel, de produits chimiques et d'autres hydrocarbures (art. 1519 HA)	50 % Commune 50 % Département	50 % EPCI ou MGP 50 % Département	100 % MGL
IFER relative aux installations de production d'électricité d'origine géothermique (art. 1519 HB)	60 % Commune 40 % Région		
IFER relative au matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs (art. 1599 quater A)	100 % Région		
IFER relative aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre et réseaux de communications électroniques en fibre optique et en câble coaxial (art. 1599 quater B)	100 % Région		

6 - Éditer la fiche d'articles de rôle

L'édition de la fiche d'articles de rôle se fait en cliquant sur le bouton . Le rapport au format HTML s'ouvre dans le navigateur.

La fiche se présente comme suit :

CFE / IFER - FICHE D'ARTICLE DE ROLE - ANNEE : 2023 - N° de rôle : 092 - Date de mise en recouvrement : 31/10/2023									
Commune IFP		Libellé commune		ZAE	Direction	SIE	IFU	Comptable	
010		BATZ-SUR-MER		44 0	0501	251	050		
Titre - Dénomination				SIREN		NIC		Référence de l'avis	
				1 150 000					

Dans la version à destination des collectivités, les informations suivantes ne sont pas affichées :

- la référence de l'avis d'imposition (n° de facture ou n° du contrat de mensualisation) ;
- le NIC de l'établissement ;
- l'adresse d'envoi de l'avis d'imposition ;
- le champ « Dont exo. à effet sur CVAE » ;
- l'ensemble des données relatives au pavé « Total des cotisations ».

Les autres informations sont communiquées en fonction des collectivités bénéficiaires des impositions.

Exception :

Les données relatives aux composantes de l'IFER prévues aux articles 1599 *quater* A et 1599 *quater* A *bis* du CGI sont restituées **uniquement dans l'application version "services"**.

L'utilisateur peut alors en demander l'impression.

Nota : dans le menu *Fichier* → *Aperçu avant impression*, **ajuster à 60 %** pour éviter l'impression sur deux pages.

7 - Quitter l'application

La sortie de *VisuDGFiP* se fait en fermant la fenêtre.

Ce document ne se substitue pas à la documentation officielle de l'Administration.